

COMITE DE LIAISON DES ENTREPRISES AYANT EXERCE LEUR ELIGIBILITE (CLEEE)

10 Rue du Colisée – 75 008 PARIS

Téléphone : +33 6 17 78 80 59 – www.cleee.fr

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901

Réponse du CLEEE à la consultation de la CRE n°2017-19 sur la mise en œuvre de l'accès régulé des tiers aux stockages de gaz naturel

Question 1 Etes-vous favorable aux principes généraux relatifs à la détermination du revenu autorisé des opérateurs de stockage ?

Oui, en partie.

Nous souhaiterions toutefois que la CRE précise sur quelle base elle envisage « d'ajuster le CMPC de l'activité des gestionnaires de réseaux de transport de gaz naturel sur la base de considérations économiques et financières en majorant ce taux d'une prime spécifique liée à l'activité d'opérateur de sites de stockage régulés » : en effet les deux activités étant régulées, avec un risque faible puisque couvert par le revenu régulé et, le cas échéant, le CRCP, il nous semble que le coût moyen pondéré du capital devrait être identique dans les deux cas.

Nous souhaiterions également que dans les principes généraux soit introduit un objectif de convergence de coûts avec nos voisins européens pour réduire le décalage observé actuellement (entre France et Allemagne par exemple)

Question 2 Etes-vous favorable à l'introduction d'un CRCP afin de régulariser a posteriori les écarts entre les charges et les produits réellement constatés, et les charges et les produits prévisionnels des opérateurs ?

Avis favorable du CLEEE

Question 3 Etes-vous favorable à une première période de régulation courte, de deux ans ?

Avis favorable, cette première période courte étant nécessaire pour garder la possibilité d'adapter les règles au vu de l'expérience de ces deux premières années.

Nous souhaitons qu'une mesure comparative soit effectuée annuellement avec les stockages de pays voisins pour ne pas perdre de vue l'objectif de convergence défini dans les principes

Question 4 Etes-vous favorable, pour la première période tarifaire, à un cadre tarifaire fondé sur un tarif « 100% au CRCP » et à un apurement annuel de ce CRCP dans la limite de +/- 5 % du revenu autorisé prévisionnel ?

Oui, il est toutefois impératif de prévoir une régulation incitative à partir de la troisième année, non pas pour inciter les opérateurs à maximiser les volumes vendus aux enchères, mais surtout pour les inciter à une maîtrise des coûts globaux. Il sera nécessaire pour établir cette régulation incitative de tenir compte des coûts des opérateurs de stockage constatés dans les pays voisins. Un objectif chiffré, annuel, de réduction des charges, en vue d'une convergence, autant que possible, avec les coûts constatés dans ces pays, pourrait être envisagé.

Question 5 Etes-vous favorable à l'introduction d'une régulation incitative sur la commercialisation ? Si oui, quelle forme souhaiteriez-vous qu'elle prenne ?

Vu du consommateur obligé, nous comprenons que le coût final sera le même, le seul paramètre étant la répartition entre coût porté par les enchères et coût porté par l'ATRT, à ceci près que l'assiette des consommateurs soumis à l'ATRT est plus large. Nous ne sommes pas défavorables à l'un ou l'autre mécanisme de régulation incitative proposés par la CRE, mais souhaitons que cette dernière s'assure qu'un tel mécanisme ne renchérit pas in fine le coût pour les consommateurs obligés.

COMITE DE LIAISON DES ENTREPRISES AYANT EXERCE LEUR ELIGIBILITE (CLEEE)

10 Rue du Colisée – 75 008 PARIS

Téléphone : +33 6 17 78 80 59 – www.cleee.fr

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901

Questions 6 et 7 : pas d'avis particulier du CLEEE

Question 8 Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de taux de rémunération des actifs envisagées par la CRE ?

Nous estimons que les taux demandés par les opérateurs sont trop élevés et injustifiés.

Taux de rémunération des actifs : p.12/46 : 7.25% à 7.5% quand ATRT = 5.25% ? Pourquoi les actifs de stockage seraient-ils potentiellement mieux rémunérés que les actifs de transport ? Il n'y a aucune justification à cela.

Nous souhaitons que la rémunération soit alignée sur la rémunération des actifs de transport

Les opérateurs mentionnent notamment les risques qu'ils considèrent spécifiques au stockage de gaz parmi lesquels le risque géologique des sous-sols, le risque lié à l'introduction de la régulation et le risque de substituabilité de leur activité (concurrence des terminaux méthaniers, des interconnexions avec l'étranger, etc.).

Pour notre part, nous considérons que, dès lors que le revenu des opérateurs est garanti par une régulation, cette garantie couvre les risques inhérents au stockage. Les sites de stockage ont été choisis en fonction de leur stabilité géologique ; la régulation est précisément mise en place pour apporter de la visibilité aux opérateurs concernés.

Comme vous le précisez en 2.2.2., il n'est pas justifié d'assimiler le risque de l'activité de stockage à celui des terminaux méthaniers dont le revenu n'est pas garanti.

Sans entrer dans une expertise que nous n'avons pas, nous considérons que garantir à coup sûr la couverture des dépenses des opérateurs à travers un CRCP, et simultanément proposer un CMPC supérieur à celui d'une activité régulée traditionnelle telle que le transport du gaz, constitue une double garantie génératrice de surcoûts injustifiés pour les consommateurs.

Questions 9 - -11

Pas de remarque particulière, l'analyse de la CRE nous semble cohérente.

Question 10 :

Niveau de charges nettes d'exploitation : il ne nous semble pas logique ni incitatif d'accepter des hausses en 2019 par rapport à 2018, quelle que soit la structure (Storengy, TIGF ou Géométhane). Nous souhaitons que les niveaux envisagés par la CRE (Borne haute) ne présentent pas de hausse.

Question 12 Etes-vous favorable à l'assiette envisagée par la CRE ?

Concernant le périmètre des consommateurs obligés, nous comprenons que le choix a été fait et le limiter aux consommateurs raccordés au réseau de distribution, pour des raisons de simplicité compte-tenu du peu de temps imparti à mettre en place le mécanisme. Toutefois, nous souhaitons que la CRE propose, avant la deuxième période (2020), de rajouter à ce périmètre les consommateurs non délestables raccordés au réseau de transport (cas des cogénérations à fonctionnement hivernal à discuter le moment venu).

En effet, nous ne comprenons pas pourquoi les clients modulés (ayant une consommation hiver plus importante que la consommation été) et non délestables ne sont pas inclus dans l'assiette quand ils sont directement rattachés au réseau de transport. Cela revient à faire porter aux plus petits industriels (raccordés au réseau de distribution) des obligations dont bénéficient tout autant les plus gros industriels avec le même type de modularité.

COMITE DE LIAISON DES ENTREPRISES AYANT EXERCE LEUR ELIGIBILITE (CLEEE)

10 Rue du Colisée – 75 008 PARIS

Téléphone : +33 6 17 78 80 59 – www.cleee.fr

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901

Si cette décision a été prise en regard de l'urgence, elle doit pouvoir être modifiée après deux ans.

Question 13 Parmi les méthodes proposées, laquelle vous semble la plus pertinente pour définir l'assiette de la compensation ?

Question 14 Avez-vous des remarques complémentaires sur les méthodes envisagées ?

La méthode n°2 nous semble adaptée avec cependant des réserves que nous souhaitons voir levées avant application.

En effet, cette méthode 2, privilégiée par la CRE semble selon le graphique présenté (27/46) désavantager deux profils : P014 et P015 par rapport à la solution 1. Nous ne sommes pas d'accord pour que ces profils soient particulièrement désavantagés par rapport à leur contribution actuelle : nous demandons donc à ce que ce point soit revu.

Question 15 Etes-vous favorable à la proposition de GRTgaz selon laquelle chacun des deux GRT verse une compensation aux trois opérateurs de stockage ?

Pas d'avis particulier

Question 16 Etes-vous favorable aux principes généraux envisagés par la CRE pour la commercialisation des capacités de stockage pour la première année ?

Avis favorable

Question 17 Etes-vous favorable à une phase de commercialisation initiale de 4 ou 5 semaines permettant la commercialisation de 100 % des capacités disponibles avant le 31 mars 2018 ?

Avis favorable (OK)

Question 18 Quel calendrier hebdomadaire vous paraît préférable ?

Les 2 conviennent, préférence pour l'option A pour sa simplicité

Question 19 Etes-vous favorable à la règle proposée par la CRE concernant la constitution des lots commercialisés ?

Question 20 Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant le nombre maximal de produits pouvant être proposés par chaque opérateur ?

Oui et en demandant une harmonisation entre opérateurs, une réduction des produits à terme

Remarque subsidiaire : Avons-nous un benchmark existant par rapport à ce que pratiquent nos voisins (allemands par exemple) en termes de produits et de structuration de l'offre ?

Question 21 Etes-vous favorable au transfert d'une capacité non attribuée à l'issue d'une enchère sur une autre enchère du même produit ou sur la capacité commercialisable d'un autre produit tel que proposé par TIGF ?

Pas d'avis particulier

Question 22 Etes-vous favorable à ce qu'aucun autre produit que les produits standards ne puisse être commercialisé avant la fin de la phase de commercialisation initiale ?

Avis favorable

COMITE DE LIAISON DES ENTREPRISES AYANT EXERCE LEUR ELIGIBILITE (CLEEE)

10 Rue du Colisée – 75 008 PARIS

Téléphone : +33 6 17 78 80 59 – www.cleee.fr

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901

Question 23 Une fois la commercialisation initiale terminée, êtes-vous favorable aux modalités proposées par la CRE ?

Avis favorable

Question 24 Etes-vous favorable à ne pas commercialiser de capacités sur plusieurs années avant l'été 2018 ?

Oui nécessité de faire un retour d'expérience des premières enchères avant toute évolution en ce sens et nécessité d'entrer dans une dynamique de convergence avec nos voisins européens notamment allemands A date nous ne sommes pas favorables avant qu'un objectif de convergence ne soit défini à ce qu'une commercialisation pluri-annuelle soit mise en place

Question 25 Etes-vous favorable à une enchère à fixing pour la commercialisation des produits relatifs à l'année de stockage 2018-2019, avec un réexamen possible du type d'enchères pour les années suivantes ?

Question 26 Etes-vous favorable à un prix d'adjudication fixé en pay as cleared ?

Pas d'avis particulier

Question 27 Etes-vous favorable à la méthode d'expression de la demande de chaque participant proposée par les opérateurs ?

Question 28 Etes-vous favorable à la méthode de fixation de l'enchère et d'attribution des capacités proposée par les opérateurs ?

Oui – simple et lisible

Question 29 Etes-vous favorable à ce que les opérateurs de stockage soient libres de commercialiser les capacités de stockage sur la plateforme de leur choix pour la première année ?

Oui pour la première année mais pas pour la suite (nous rejoignons le point de vue de la CRE)

Question 30 Etes-vous favorable à la publication du prix de réserve en amont de chaque enchère ?

Oui, avis favorable

Question 31 Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'appliquer un prix de réserve nul pour tous les produits de stockage ?

Oui en tout cas pour la 1^{ère} et 2^{ème} année, permet d'optimiser les chances d'avoir des volumes suffisants souscrits aux enchères mais à réévaluer pour les années suivantes et en fonction des impacts constatés

Question 32 Si des prix de réserve non nuls s'appliquent, souhaiteriez-vous qu'ils tiennent compte de la performance des produits ?

Non (cf question 31) –: à réévaluer après 2 ans

Question 33 Si des prix de réserve non nuls s'appliquent, seriez-vous favorable à la proposition de Storengy de tenir compte de la moindre attractivité des stockages du Sud pour l'année 2018-2019 en minorant les prix de réserve de ces stockages ? Ou bien seriez-vous favorable à la proposition de TIGF ?

Favorable à la proposition Storengy, mais à réévaluer en fonction du coût supporté in fine par les utilisateurs du réseau de distribution

COMITE DE LIAISON DES ENTREPRISES AYANT EXERCE LEUR ELIGIBILITE (CLEEE)

10 Rue du Colisée – 75 008 PARIS

Téléphone : +33 6 17 78 80 59 – www.cleee.fr

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901

Question 34 Si des prix de réserve non nuls devaient s'appliquer, considérez-vous que les constantes figurant dans la formule proposée par Storengy soient bien dimensionnées ?

Pas d'avis particulier

Question 35 Etes-vous favorable, à la proposition de Storengy concernant les modalités de commercialisation du stockage de gaz B ?

Oui

Question 36 Etes-vous favorable à la création de la « Concertation stockage », avec un format proche de ceux des Concertation gaz et Concertation GNL ?

Question 37 Etes-vous favorable au calendrier proposé pour les travaux relatifs à la commercialisation des capacités de stockage pour les prochaines années ?

Avis favorable